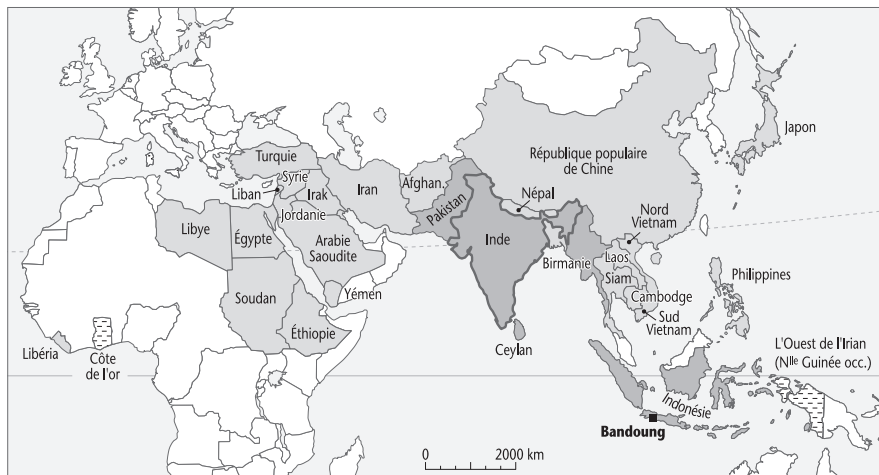


À distance du monde : la voie indienne (1947-vers 1980)

1

Carte-Courbe

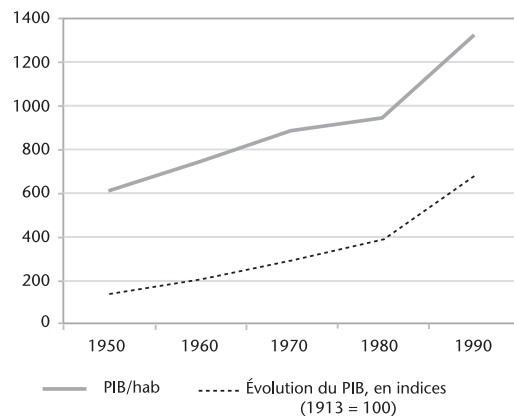
Les pays participant à la conférence de Bandoung



- États à l'origine de la conférence
- Autres états participant à cette conférence
- Territoires encore non souverains à Bandoung mais représentés à la conférence

On remarquera la participation du Japon à cette conférence. Ce pays était encore considéré comme sous-développé en 1955.

Deux indicateurs de l'économie indienne, 1950-1990



Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, 1995

Questions : quoi-qui ?

L'Union indienne : les cadres de la vie politique

I Les institutions

Au niveau de l'Union : pouvoir central (« le Centre »)

Pouvoir exécutif

Président de la République indienne. Élu par un collège électoral, pour 5 ans : il symbolise l'unité nationale et nomme le Premier ministre.

Premier ministre (Prime Minister)

Il dirige l'action du gouvernement et doit maintenir la cohésion de la coalition qui le soutient au Parlement.

Pouvoir législatif

Un Parlement bicaméral, vote les lois et le budget, contrôle l'action du gouvernement, que la Lok Sabha peut renverser.

La Lok Sabha : Chambre du peuple : 543 députés élus au suffrage universel direct tous les 5 ans.

La Rajya Sabha : Chambre des États : 250 membres élus par les assemblées des États pour 6 ans et renouvelables par tiers tous les 2 ans.

Pouvoir judiciaire ultime

La Cour suprême est chargée de se prononcer sur la constitutionnalité des lois et des actes de l'exécutif.

Au niveau des États : 28 États et 7 territoires, en 2006

L'exécutif est dirigé par un ministre en chef (Chief Minister) qui est responsable devant l'Assemblée législative de l'État, élue au suffrage universel direct.

Au niveau local

Villes : un conseil municipal élu au suffrage universel direct élit le maire

Milieu rural : au niveau des districts qui subdivisent les États puis des échelons inférieurs, communautés et villages, un conseil (panchayat) élu au suffrage universel direct gère les affaires courantes.

II Les principaux acteurs de la scène politique indienne

de 1947 à 1991

A • Gandhi (1869-1948)

Mohandas Karamchand Gandhi est issu d'une famille pieuse de marchands du Gujarat. Se destinant au métier d'avocat, il fait ses études à Londres. Il exerce d'abord à Bombay, puis en Afrique du Sud où il prend la défense de ses compatriotes victimes des discriminations imposées par les colons d'origine néerlandaise, les Boers. Quand il revient en Inde en 1915, cette expérience de l'injustice, sa foi hindoue et de vastes lectures ont nourri ses convictions. Il rallie le combat pour l'indépendance nationale en lui apportant une méthode, « la non-violence active », dérivée tout autant de l'enseignement de Tolstoï que de l'ahimsa hindo-bouddhiste – l'absence de toute volonté de nuire érigée en règle de vie. Il canalise l'agitation anti-britannique des années 1920-1930 en appelant à la « désobéissance civile », au boycottage des produits anglais et au port du khadi, vêtement traditionnel filé et tissé à la main, « la livrée de la liberté ». Il organise une « marche à la mer » pour protester contre l'impopulaire impôt sur le sel. Ses appels à la non-violence ne lui épargnent pas les séjours répétés en prison, mais il acquiert une image de sainteté qu'il cultive en pratiquant le jeûne et la pauvreté : il unit la figure chère à l'hindouisme du « renonçant » (le sadhu) au dévouement pour le bien du peuple ainsi qu'à un sens politique affirmé. L'action et la figure de ce « fakir à demi-nu » (Churchill) donnent à la lutte pour l'indépendance une assise populaire et une notoriété internationale. Spectateur désespéré de la marche à la Partition, il tente d'apaiser les tensions entre communautés religieuses quand il est assassiné en janvier 1948 par un fanatique qui l'accuse de trahir la cause de l'hindouisme. Gandhi est pour les Indiens le Mahatma, « la Grande Âme », ou encore Bapu, le « Père de la Nation ». Figure du passé par son attachement à l'Inde des villages et du rouet, il est aussi visionnaire par sa conscience des impasses du progrès matériel.

B • Nehru (1889-1964) et ses héritiers

Jawaharlal Nehru est issu d'une famille de brahmanes du Cachemire, caste de haut prestige dans la pyramide sociale hindoue. Le fondateur de l'Inde contemporaine reçoit l'éducation soignée que les élites du Raj britannique réservent à leurs fils : après de solides études à Harrow et Cambridge, « il est plus anglais qu'indien dans ses façons de penser et de s'habiller » selon Gandhi. Revenu dans son pays, il adhère au Congrès dont il devient rapidement un dirigeant de premier plan. Il est proche de Gandhi sans partager son traditionalisme : inspiré à la fois par le travaillisme anglais et l'expérience soviétique des années 1930, il juge qu'une industrialisation guidée par l'État est seule capable d'arracher la population indienne à la misère et d'assurer la complète indépendance du pays. Principal interlocuteur de lord Mountbatten, le dernier vice-roi des Indes, durant les négociations de 1946-1947, il devient le Premier ministre du nouvel État et le reste jusqu'à sa mort, donnant à l'Inde nouvelle ses fondements durables : une démocratie imprégnée des valeurs « sécularistes » (refusant l'instrumentalisation politique de la religion), soucieuse de développement et non-alignée. L'autorité morale du pandit (titre donné à un brahmane

versé dans les Écritures ou originaire du Cachemire) Nehru est si forte qu'il fonde une véritable dynastie marquée par la tragédie.

Sa fille, Indira, née en 1917, après des études en Suisse et à Oxford, épouse un avocat nommé F. Gandhi sans lien de parenté avec le Mahatma. Elle fait auprès de son père son apprentissage politique et parvient à s'imposer à la tête du Congrès, ce qui lui permet de devenir Premier ministre de 1966 à 1977, puis à nouveau de 1980 à 1984. Elle prolonge l'action de son père, non sans inflexions. Après son assassinat en 1984, son premier fils, Rajiv, pilote d'avion entré en politique après la mort accidentelle de son cadet, Ranjay, lui succède et engage la libéralisation de l'économie. Il est abattu en 1991 par des extrémistes tamouls. La veuve de Rajiv, Sonia Gandhi, d'origine italienne, préside à son tour le Congrès à partir de 1998. Victime d'une campagne xénophobe, elle laisse le fauteuil de Premier ministre en 2004 à M. Singh, pour mieux préparer l'avenir politique de ses enfants.

Faits et problématiques

La voie indienne, 1947-vers 1980

Les fondateurs de l'Inde nouvelle définissent « une voie indienne » qui donne au pays une place à part au sein du Tiers Monde. Ce modèle ne tourne pas le dos au monde extérieur : l'Inde tient même à y jouer un rôle de premier plan. Mais il entend tenir à distance les logiques qui l'animent à l'âge de la guerre froide, dont les débuts en 1947 sont strictement contemporains de l'indépendance indienne.

I « La plus grande démocratie du monde »

A • Démocratie et pauvreté : l'exception indienne

La Constitution adoptée en 1950 dote l'Inde d'institutions directement inspirées du régime parlementaire anglais (le système westministérien). La séparation des pouvoirs est soigneusement garantie, même si le gouvernement a la possibilité de dissoudre la Chambre des députés. Tandis que le président de l'Union indienne a avant tout un rôle honorifique, le pouvoir exécutif appartient à un Premier ministre soutenu par la coalition majoritaire au Parlement. Le suffrage est universel, féminin et masculin. Des contre-pouvoirs équilibrent l'exécutif : la Lok Sabha peut renverser le gouvernement ; la justice est réellement indépendante de l'exécutif ; la presse est libre ; l'Union laisse beaucoup d'initiatives aux États fédérés. Les libertés individuelles et collectives sont garanties et le débat public animé. D'où vient cette originalité qui tranche avec les dictatures de toute nature et autres « démocraties dirigées » qui sont de règle dans le monde pauvre ? Ce, alors même que le pays est au moment de l'indépendance largement analphabète : lors des premières élections en 1951-1952, seuls 18 % des habitants savaient lire.

B • Pourquoi l'Inde est une démocratie

1. Le legs britannique

L'héritage britannique est un élément de réponse. Les dirigeants du Congrès sont le produit d'une éducation à l'anglaise et Londres a eu la sagesse d'associer graduellement les Indiens à la gestion de l'empire : selon des modes de scrutin censitaires mais qui sont allés s'élargissant, ces derniers ont pu élire des représentants d'abord au niveau local, puis à celui des provinces et enfin à partir de 1937 à celui de toute l'Inde. La tenue régulière d'élections, les confrontations au sein des diverses assemblées ont permis la structuration d'une opinion : des forces politiques se sont organisées, une arène publique s'est constituée, la population a fait l'apprentissage des mœurs démocratiques. L'Inde nouvelle préservera d'autant mieux cet héritage que l'indépendance n'a pas été arrachée par la force des armes aux maîtres britanniques mais négociée. Elle ne fut certes pas octroyée : les dirigeants du Congrès ont passé de longues années en prison et la protestation contre la présence anglaise fut à plusieurs reprises brutalement réprimée, par exemple à Amritsar en 1919. En 1945 encore, Churchill se refuse à abandonner la « perle de la Couronne », en fonction de laquelle la géopolitique anglaise était pensée depuis le XVIII^e siècle – en atteste le soin jaloux mis à contrôler les points d'appui maritimes jalonnant la « route des Indes » : Gibraltar, Malte, Aden... Il faut l'arrivée au pouvoir de travaillistes plus soucieux d'État-providence que de grandeur impériale pour qu'une Angleterre sortie glorieuse mais épuisée de la guerre contre l'Axe se résolve à quitter l'Inde – tout comme, en cette même année 1947, la Grèce et la Palestine. Toujours est-il que les deux parties ont su éviter l'affrontement généralisé : les fondateurs de l'Inde nouvelle ont donc pu conserver sans se renier la part la moins discutable du legs britannique.

2. Mais des racines plus anciennes

Mais l'idée démocratique ne se serait pas aussi profondément enracinée si elle n'avait pas rencontré dans l'Inde précoloniale un terreau favorable. La diversité religieuse qui la caractérise et la fragmentation de l'hindouisme en multiples sectes ont toujours exclu toute orthodoxie. En outre, l'hindouisme subordonnant le temporel au spirituel bloque la tentation de sacraliser l'État, qui fit le lit des totalitarismes contemporains. Gandhi a incarné cette attitude en privilégiant les valeurs (le renoncement aux biens matériels, la cohésion sociale fondée sur la tolérance) par rapport au moyen qu'est le pouvoir. L'absence dans l'histoire indienne d'un empire capable d'unifier toute la péninsule va dans le même sens. Les potentats locaux se sont constamment rebellés contre le souverain plus puissant auquel ils avaient prêté allégeance : dans la logique des castes, tout guerrier a vocation à régner ; l'esprit de sédition (la fitna) l'emporte sur la fidélité aux puissants. Les souverains ont dû sans cesse composer avec lui en passant des compromis avec leurs « vassaux ». Paradoxalement, le système des castes qui rend intangibles les obligations et prérogatives des membres, a pu également dissuader les Princes successifs de vouloir remodeler les sociétés à leur fantaisie. L'Inde précoloniale connaissait par ailleurs des formes de démocratie à travers les conseils de villages délibérant des affaires locales. Ces traits ont façonné une culture politique apte à assimiler l'apport anglais.

II Le « socialisme indien »

A ● Un compromis socio-économique

En matière socio-économique, la « voie indienne » traduit un compromis entre les forces qui ont soutenu le Congrès durant la lutte pour l'indépendance et restent associées à lui par la suite. Trois sont essentielles :

- une classe intellectuelle ouverte à la culture occidentale et engagée dans des professions libérales (droit, médecine...) ou administratives où elle s'irrite du principe de réservation des plus hauts postes aux Britanniques, qui bloque ses possibilités de promotion. Beaucoup de ses membres sont issus des castes brahmaniques des provinces du Nord ;
- les entrepreneurs qui ont réussi depuis la fin du XIX^e siècle à jeter les bases d'un capitalisme indien. Cette bourgeoisie nationale naissante soutient le Congrès : elle entend exprimer ses talents sans avoir à subir les entraves imposées par Londres ;
- une paysannerie de petits ou moyens propriétaires et de tenanciers hostiles aux zamindars, ces collecteurs d'impôts auxquels les uns et les autres reprochent d'acquiescer les meilleures terres et de tirer parti de la collusion avec l'Anglais.

Ces acteurs espèrent un bienfait du modèle nehruiste quitte à s'accommoder de tel ou tel aspect moins satisfaisant. De grands industriels tolèrent l'intervention de l'État dans l'économie en échange de la création des infrastructures nécessaires au développement et de la protection contre la concurrence étrangère. Les diplômés deviennent après 1947 les cadres supérieurs de la bureaucratie que fait prospérer le « socialisme indien ». La réforme agraire donnera satisfaction à la paysannerie moyenne. Des catégories entières se trouvent en revanche marginalisées : non seulement les princes et zamindars, jugés compromis avec les anciens maîtres, mais aussi, les paysans les plus pauvres et les ouvriers de l'industrie.

B ● Trois orientations clés

1. Une réforme agraire modérée

En 1947, les trois quarts des actifs travaillent la terre, beaucoup sont misérables, Gandhi avait exalté une paysannerie dépositaire des valeurs de « l'indianité », le nouveau pouvoir entend freiner l'urbanisation : ces motifs inspirent une réforme agraire qui combat les injustices les plus criantes sans confiscations massives ni collectivisation. Les prélèvements versés aux propriétaires par les tenanciers, fermiers ou métayers, sont réduits et mieux définis. La superficie des exploitations est plafonnée ; les fractions excédentaires enlevées aux plus étendues sont indemnisées et redistribuées aux ouvriers agricoles. D'un village ou d'une région à l'autre, ces mesures furent inégalement appliquées, leur mise en œuvre étant confiée aux instances locales. Elles ont tout de même favorisé l'essor d'une paysannerie moyenne bénéficiant mieux qu'avant des fruits de son labeur, capable d'investir. D'autant que la réforme fut complétée par une batterie de mesures destinées à améliorer le sort des ruraux : programmes d'électrification des villages, développement des infrastructures d'irrigation, allègement de la fiscalité, encouragement à l'artisanat rural.

2. Une économie mixte

L'agriculture, les industries de consommation et les services banaux continuent à relever du secteur privé. En revanche, ce sont des groupes publics, parfois en position de monopoles, qui contrôlent les transports ferroviaires et aériens, l'exploitation des ressources minières, la construction aéronautique et l'industrie d'armement. Privé et public coexistent dans les industries lourdes (sidérurgie, pétrochimie...), les transports maritimes et routiers, la banque. En 1971, les entreprises publiques représentent 44 % du capital et 52 % de l'investissement total. En outre, le secteur privé est étroitement surveillé par les pouvoirs publics. Des plans quinquennaux encadrent strictement l'investissement et les activités. L'administration produit une masse énorme de règlements et de contrôles qui font de l'Inde « l'empire du permis » : le « Licence Raj » supplante le « British Raj ». Les entrepreneurs doivent solliciter une autorisation pour la moindre décision : accroître l'activité, importer telle ou telle machine...

3. Un développement autocentré privilégiant l'industrie

Les réalités et le contexte idéologique suggèrent cette voie aux fondateurs de l'Inde nouvelle. La taille du pays et l'abondance en ressources naturelles lui permettent d'envisager un appareil économique complet tourné vers le marché local, d'autant que des bases industrielles existent déjà. Les théories du développement qui font autorité dans les décennies 1950-1960 privilégient une industrialisation soutenue par la protection douanière. S'appuyant sur les exemples soviétique mais aussi mexicain ou brésilien des années 1930, nombre d'experts jugent que seul un tissu industriel complet peut impulser ce développement. Ce qui suppose une concentration des ressources sur les industries de base, gourmandes en capital et peu rentables à court terme, ainsi qu'une protection des autres branches contre la concurrence étrangère afin de les faire émerger par « substitution aux importations ». Telles sont les conclusions qu'avancent les « théoriciens de la dépendance », qui dénoncent l'exploitation des pays pauvres par le monde riche : celui-ci vendrait ses biens manufacturés en tirant profit de la dégradation des termes de l'échange dont pâtiraient les premiers, exportateurs de produits bruts. La thèse a été depuis contredite par les historiens de l'économie, en particulier P. Bairoch (*Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994). Mais elle inspire au lendemain de la guerre les recommandations d'un organisme cher aux pays nouvellement indépendants, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), animée par Celso Furtado, Raul Prebisch... Cette orientation implique peu ou prou le sacrifice de l'agriculteur et du consommateur qui fourniront de fait le capital nécessaire à « l'accumulation primitive ». Nehru, conseillé par le groupe d'économistes marxistes réuni par P.C. Mahalabonis, s'engage dans cette voie en 1955. Le second plan quinquennal concentre les fonds publics sur les industries de base et limite strictement les échanges extérieurs : droits de douane élevés, licences d'importations réservées aux secteurs prioritaires, restrictions à l'investissement étranger.

III Géopolitique : une certaine « idée de l'Inde » (S. Khilnani)

Il y a en vérité des situations et stratégies géopolitiques de l'Inde, des origines à nos jours, à trois échelles : si chacune a sa dynamique propre, elles interfèrent et évoluent en parallèle.

A ● Construire la nation

Sur le plan interne, la priorité est en 1947 de conforter l'unité en contrariant les forces centrifuges. L'idée même de nation a été forgée en Inde durant la longue présence britannique : il y avait avant le XIX^e siècle des Indes. L'Angleterre se garde bien de les combattre de front : fidèle au pragmatisme qui lui fait préférer autant que faire se peut l'administration indirecte, elle laisse en place les princes pour peu qu'ils lui prêtent allégeance. Cependant, son action crée les conditions d'une unification de fait de la péninsule, par la mise en œuvre de règles juridiques communes, telle l'interdiction de l'esclavage ou du suicide des veuves (le sati), l'établissement d'un réseau ferroviaire, la création d'un corps de fonctionnaires largement recrutés localement à la veille de l'indépendance (l'Indian Civil Service), la diffusion d'une langue commune aux élites dans le cadre de « colleges » et Universités calqués sur le moule anglais... Selon un schéma qui se rencontre dans tout le monde colonial, elle favorise ce faisant l'émergence d'une conscience nationale qui se retourne finalement contre elle.

Cependant, l'unité est loin d'être achevée en 1947 : à côté des dix « provinces » britanniques, 562 États princiers ou indigènes (Native States) occupent une bonne partie du pays. La Partition a creusé le fossé entre les communautés religieuses. Le nouvel État est une Babel linguistique : selon l'écrivain indien Shashi Tharoor, on y pratique « dix-huit langues majeures et vingt-deux mille dialectes » distincts ; les langues dravidiennes parlées au Sud n'ont rien à voir avec les langues indo-européennes du Nord pas plus qu'avec les parlers tibéto-mongols répandus dans les régions excentrées du Nord-Est.

Le « compromis territorial » imaginé sous Nehru marie centralisation et principe fédéral : les États princiers perdent leurs particularismes, ils sont absorbés dans l'Union, mais celle-ci est divisée en territoires relevant directement de New Delhi (anciens comptoirs de Pondichéry ou de Goa, ville nouvelle de Chandigarh, îles...) et États (pradesh) qui perpétuent largement les anciennes entités et disposent d'institutions calquées sur celles du Centre avec une large autonomie en matière d'action économique, sociale, éducative. Cependant, au sein de chaque État fédéré un gouverneur représente le président de l'Union, lequel peut décréter l'état d'urgence en cas de « trouble à l'ordre public », ce qui laisse ouverte la possibilité d'une reprise en mains centralisatrice. D'autant qu'ayant peu de ressources propres, les États fédérés dépendent du Centre pour financer leurs programmes.

B ● Résoudre la question pakistanaise

Les clivages internes se relient en partie aux relations difficiles qu'entretient l'Inde nouvelle avec ses voisins. Le problème majeur est posé par le Pakistan. Revendiquée depuis la fin des années 1930 par la Ligue musulmane de Mohammed Ali Jinnah, la création d'un « État des purs » rassemblant les terres à majorité musulmane de la péninsule fut acceptée à regrets par un Congrès qui rêvait d'une Inde unie et sécularisée. Elle s'est accompagnée d'un bain de sang lors des gigantesques transferts de populations exigés par la Partition : plus de dix millions d'hindous et de Sikhs dans un sens, de musulmans dans l'autre ont franchi la nouvelle frontière en laissant derrière eux leurs biens et, souvent, des proches. Ce traumatisme originel ne s'est jamais effacé.

D'autant qu'il s'est tout de suite cristallisé sur la question du Cachemire. Cet ensemble de 200 000 km² de hautes terres aux confins des mondes indien, chinois et afghan est peuplé aux trois quarts de musulmans, mais dirigé par une dynastie de maharajas hin-